

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Direction Interdépartementale des Routes Nord

Point de contact : Madame La Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44TER RUE JEAN BART

CS 20275

Code postal : 59019 Ville : LILLE Cedex

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0320496344 Télécopieur : 0320496068

Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Investigations et auscultations nécessaires à l'analyse de risques sur ouvrages d'art de type « VIPP » (OA55-TD-TG ; PI33b-TD-TG ; PI303-TD)

Type de marché : marché public de services

Classification CPV

Objet principal : **71328000 Services de vérification de la conception des structures portantes**

Durée du marché : la durée du marché est de 24 mois non renouvelables

Lieu d'exécution :

- OA55 (TD et TG) sur l'A16 au PR84+0575 – commune de Calais ;
- PI33b (TD et TG) sur l'A16 au PR123+0300 – commune de Coudekerque-Branche ;
- PI303 (TD) sur l'A21 au PR32+0800 – commune de Douai

L'avis implique : un marché public

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Investigations et auscultations nécessaires à l'analyse de risques sur ouvrages d'art de type « VIPP » (OA55-TD-TG ; PI33b-TD-TG ; PI303-TD) :

Quantités :

Les prestations, objet du présent marché, consistent en la réalisation du programme d'investigations à réaliser, dans le cadre de l'analyse des risques des ouvrages de franchissement de type « VIPP » (Viaduc à travées Indépendantes à Poutres Précontraintes) et appliqué aux franchissements suivants :

- OA55 composé de deux ouvrages 62-2776-TD et 62-2776-TG rétablissant l'A16 au PR84+0575 et franchissant le canal de Calais, la RD127 et le chemin de halage – commune de Calais ;
- PI33b composé de deux ouvrages 59-1676 (tablier droit) et 59-1316 (tablier gauche) rétablissant l'A16 au PR123+0300 et franchissant une voie SNCF (Lille-Dunkerque) et une route de desserte Locale (rue Louis Armand) – commune de Coudekerque-Branche ;

- PI303 composé de l'ouvrage 59-1167 (tablier droit) rétablissant l'A21 au PR32+0800 et franchissant le canal de la Scarpe – commune de Douai ;

Les prestations attendues sont listées ci-dessous, le détail des prestations et les ouvrages concernées sont présentées ci-dessus :

- Caractérisation structurelle de poutres ;
- Auscultation par radar de la chaussée et caractérisation structurelle du hourdis ;
- Ouverture et fermeture de fenêtres d'investigations ;
- Caractérisation de l'état de carbonatation du béton ;
- Caractérisation de l'état de chloration du béton ;
- Production de rapports de présentation des investigations dont le cadre est précisé au chapitre 5 du CCTP ;
- Production de plans d'ouvrages (PDF et DWG obligatoirement)
L'utilisation de fonds de plans scannés est strictement interdite ;

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Cautionnement et garanties exigés :

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : Budget État 203 Domaine fonctionnel 0203-04-01 ;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisibles ;
- * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site

<https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ;

- * La forme juridique du candidat ;

- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le chiffre d'affaires moyen, de l'entreprise, calculé sur les trois dernières années devra être supérieur à 200 000,00 € TTC.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

- * Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

Niveau de formation spécifique minimale des inspecteurs OA (Module 1 et 3 PFC obligatoire) et de l'ingénieur technique responsable (Module 1, 3 et 6 PFC obligatoire) ou équivalentes.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

- * Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son

entreprise.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES

Type de procédure : Procédure avec négociation.

Conditions de délai

Date limite de réception des candidatures ou des demandes de participation : 04 juin 2026 à 12h00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans cet avis, après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs candidatures ou offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte le dernier pli déposé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans cet avis le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du règlement de consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 du règlement de consultation, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

L'acheteur se laisse la possibilité de ne pas négocier les offres initiales.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Lille

Adresse : 5 RUE GEOFFROY SAINT-HILAIRE

CS 62039

Code postal : 59014 Ville : LILLE

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0359542342 Télécopieur : 0359542445

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.lille.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS A LA PUBLICATION : 27/04 / 2026

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 02|08|51|59|60|62|80|

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Autre

Entretien et exploitation du réseau routier national structurant

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

71 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de services

POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : DIR Nord

Point de contact : Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Nord

Adresse : 44TER RUE JEAN BART

CS 20275

Code postal : 59019 Ville : LILLE Cedex

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0320496344 Télécopieur : 0320496068

Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Investigations et auscultations nécessaires à l'analyse de risques sur ouvrages d'art de type « VIPP » (OA55-TD-TG ; PI33b-TD-TG ; PI303-TD)

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation.

PROCEDURES

Type de procédure : Procédure avec négociation.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : ?? / ?? / ???? à ?? h ??

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Références de l'avis de marché publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics concernant la présente consultation

Numéro d'avis au BOAMP : à compléter

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : à compléter